

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

13 OCTOBRE 2010

Proposition de loi insérant dans le Code civil un article 374/1 prévoyant la réalisation rapide d'une enquête d'attitudes en vue de prévenir l'aliénation parentale chez l'enfant après un divorce

(Déposée par M. Guy Swennen)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 28 février 2008 (doc. Sénat, n° 4-587/1 - 2007/2008).

Au cours des dernières années, plusieurs modifications législatives successives ont permis de réaliser des avancées considérables dans le sens d'une humanisation et d'une modernisation du droit du divorce et du droit de la séparation en général.

Il en a résulté une diminution du nombre de divorces conflictuels; mais bien que cette tendance à la baisse soit appelée à se poursuivre encore, il subsistera toujours des divorces conflictuels.

Le législateur a pour devoir essentiel de tout mettre en œuvre pour améliorer encore la prévention des divorces conflictuels et pour éviter au maximum ou, à tout le moins, limiter leurs conséquences néfastes.

Après les drames familiaux qui connaissent une issue fatale ou violente, le refus de l'enfant d'avoir encore des contacts avec le parent chez qui il n'habite pas à titre principal, est incontestablement la conséquence la plus cruelle d'un divorce.

Diverses auditions parlementaires et publications mettent en exergue une réalité que nul ne peut nier: l'on ne sait que très peu de choses sur les causes et les conséquences du souhait d'un enfant de ne plus voir un de ses parents après un divorce.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

13 OKTOBER 2010

Wetsvoorstel houdende invoeging van een artikel 374/1 in het Burgerlijk Wetboek, teneinde via het snel attitudeonderzoek oudervervreemding van kinderen na scheiding te voorkomen

(Ingediend door de heer Guy Swennen)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 28 februari 2008 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-587/1 - 2007/2008).

De jongste jaren is door opeenvolgende wetswijzigingen heel wat vooruitgang geboekt in de humanisering en modernisering van het echtscheidings- en scheidingsrecht in het algemeen.

Daardoor is het aantal vechtscheidingen afgenomen; ze zullen nog verder afnemen, maar wel blijven bestaan.

Het is een cruciale plicht van de wetgever om enerzijds er alles aan te doen om vechtscheidingen nog meer te voorkomen en anderzijds de schadelijke gevolgen ervan zoveel mogelijk te voorkomen, minstens te beperken.

Na familiedrama's met dodelijke of gewelddadige afloop, is het feit dat een kind de ouder bij wie het niet in hoofdzaak woont op de duur niet meer wil zien, ongetwijfeld het gruwelijkste gevolg van een scheiding.

Uit diverse parlementaire hoorzittingen en publicaties blijkt wat eigenlijk niemand kan ontkennen: we hebben bijzonder weinig inzicht in de oorzaken en de gevolgen van het feit dat een kind na scheiding een ouder niet meer wil zien.

Aux États-Unis et au Canada, la notion de syndrome d'aliénation parentale ou de rejet parental («*Parental Alienation Syndrome*») a donné lieu à une littérature pléthorique. Dans nos contrées en revanche, le sujet n'est abordé que de manière très exceptionnelle et la littérature en la matière est rare.

Et c'est un constat terrible, car un tel manque d'attention est fatalement synonyme d'une réponse insuffisante à ce problème.

Il s'impose de consacrer une plus grande attention au phénomène de l'aliénation parentale et de développer notre connaissance en la matière, tant dans la pratique du droit et de la médiation que dans notre société en général.

C'est pourquoi le groupe sp.a de la Chambre a organisé, le 13 février 2007, au Parlement fédéral, un symposium intitulé «La désaffection des parents. Concept à prendre en compte en droit et en matière de médiation?».

Lors de ce symposium, une constante s'est dégagée de l'intervention des divers orateurs: la meilleure façon de prévenir l'aliénation parentale consiste à intervenir le plus tôt possible dès que les premiers signes commencent à se manifester.

Mme Nadia De Vroede, substitut du procureur général de Bruxelles, a dépeint ce phénomène comme suit:

«Pour prévenir ces situations extrêmes — et pour prévenir aussi et surtout toutes les autres situations de rupture de lien avec un parent — il me semble important, comme autorité judiciaire, d'être extrêmement vigilant et d'intervenir dès les premiers signes de risque de perte du lien parental.

Comment détecter rapidement le risque de perte du lien parental? Au niveau des procédures civiles, certains signes peuvent permettre au juge civil de détecter les situations de risque de perte du lien parental: il est notamment intéressant d'examiner quel rôle, quelle place chaque parent attribue à l'autre parent. Je pense aussi que, lorsque des difficultés se posent dans les relations de l'enfant avec un de ses parents, il est important d'évaluer le degré de participation du parent dans le retissage du lien de l'enfant avec l'autre parent. Très concrètement, on entend souvent à l'audience un parent gardien justifiant les limitations des contacts de l'enfant avec l'autre parent, par des arguments comme l'état de santé fragile de l'enfant, avec dépôt de certificats médicaux, ou encore le fait que l'enfant suivrait des activités parascolaires pendant les week-ends. Face à des difficultés d'un parent de pouvoir maintenir les contacts avec son enfant, il est intéressant aussi d'analyser les réactions de l'autre parent: trouve-t-il normal ou non qu'il y ait difficultés ou même rupture?».

In Amerika en Canada is een berg literatuur verschenen over het begrip oudervervreemdingssyndroom of ouderverstotingssyndroom of «*The Parental Alienation Syndrome*». Die thematiek en literatuur komen in onze contreien slechts zeer uitzonderlijk aan bod.

En dat is een vreselijke vaststelling, omdat een gebrek aan aandacht automatisch neerkomt op onvoldoende aanpak ervan.

Een grotere aandacht voor en kennis van ouderverstoting in de rechts- en bemiddelingspraktijk en in onze samenleving in het algemeen, is dringend noodzakelijk.

Daarom organiseerde de sp.a-kamerfractie op 13 februari 2007 in het Federale Parlement een symposium «Oudervervreemding, niet langer vreemd in recht en bemiddeling?».

Een constante die bij de diverse sprekers op het symposium naar voren kwam, is dat oudervervreemding het best kan voorkomen worden door zo snel mogelijk in te grijpen bij het herkennen van de eerste tekenen in dat verband.

Nadia De Vroede, substituut procureur-generaal te Brussel, omschreef het als volgt:

«*Pour prévenir ces situations extrêmes — et pour prévenir aussi et surtout toutes les autres situations de rupture de lien avec un parent — il me semble important, comme autorité judiciaire, d'être extrêmement vigilant et d'intervenir dès les premiers signes de risque de perte du lien parental.*

Comment détecter rapidement le risque de perte du lien parental? Au niveau des procédures civiles, certains signes peuvent permettre au juge civil de détecter les situations de risque de perte du lien parental: il est notamment intéressant d'examiner quel rôle, quelle place chaque parent attribue à l'autre parent. Je pense aussi que, lorsque des difficultés se posent dans les relations de l'enfant avec un de ses parents, il est important d'évaluer le degré de participation du parent dans le retissage du lien de l'enfant avec l'autre parent. Très concrètement, on entend souvent à l'audience, un parent gardien justifiant les limitations des contacts de l'enfant avec l'autre parent, par des arguments comme l'état de santé fragile de l'enfant, avec dépôt de certificats médicaux, ou encore le fait que l'enfant suivrait des activités parascolaires pendant les week-ends. Face à des difficultés d'un parent de pouvoir maintenir les contacts avec son enfant, il est intéressant aussi d'analyser les réactions de l'autre parent: trouve-t-il normal ou non qu'il y ait difficultés ou même rupture?».

Une intervention à un stade précoce par la prise de mesures efficaces, avant même l'apparition ou dès le début du processus (généralement progressif) d'aliénation parentale, permet de prévenir l'aliénation et le rejet parentaux.

Quand on analyse les possibilités dont le juge dispose pour intervenir rapidement en cas d'aliénation parentale, il est indéniable qu'au cours des quinze dernières années, le législateur a élaboré toute une série d'instruments nouveaux qui sont venus compléter l'arsenal existant.

La loi relative à l'exercice conjoint de l'autorité parentale, la loi relative à la médiation en matière familiale et la loi sur l'hébergement égalitaire, qui érige en principe légal l'hébergement de l'enfant par chaque parent sur un pied d'égalité, sont autant d'exemples de jalons législatifs qui ont marqué l'avènement d'une « culture » fondamentalement différente en ce qui concerne l'implication des deux parents dans l'éducation de leurs enfants après un divorce.

Portées et suivies par une jurisprudence en pleine évolution, les modifications législatives précitées ont induit un changement de cap radical : on fait comprendre clairement au parent chez qui l'enfant a sa résidence principale que le lien entre celui-ci et l'autre parent n'est pas qu'un droit, c'est aussi une obligation. Les juges affichent une propension de plus en plus marquée à jouer pleinement leur rôle pédagogique en la matière.

Parallèlement à ces évolutions qui s'inscrivent plutôt dans un contexte de prévention générale, on a assisté à un durcissement progressif de l'attitude des cours et tribunaux à l'égard du parent qui fait preuve d'un manque de bonne volonté et qui entrave ou rend impossible l'exercice du droit de visite. Sur ce plan également, le législateur a instauré toute une série d'instruments nouveaux, dans le cadre de la loi sur l'hébergement égalitaire. Citons par exemple la « saisine permanente » devant le juge (de la jeunesse), la possibilité prévue expressément dans la loi de réclamer une astreinte, ou encore l'exécution forcée dans des cas très exceptionnels.

Malgré tous les changements opérés, on dénombre encore trop de cas dramatiques dans lesquels on voit s'installer progressivement une aliénation parentale qui finit par déboucher, à court ou à long terme, sur un rejet total du parent en question. Dans la grande majorité des cas, tout l'arsenal des mesures préventives se résume en pratique à une intervention qui survient à un moment où le droit de visite est déjà sérieusement bafoué. La plupart du temps, cette intervention est encore suivie d'une enquête sociale, qui fait perdre plusieurs mois, si bien que le processus d'aliénation parentale est alors pleinement engagé et que le problème devient alors de plus en plus ardu à résoudre.

Oudervervreemding en -verstoting kunnen voorkomen worden als men reeds vóór of bij het begin van dat (meestal geleidelijke) proces van oudervervreemding met doeltreffende maatregelen snel ingrijpt.

Als we een analyse maken van de mogelijkheden van de rechter om snel in te grijpen bij oudervervreemding, dan kan niet ontkend worden dat het jongste anderhalf decennium de wetgever een aantal nieuwe instrumenten heeft aangereikt, bovenop de voorheen bestaande.

De wet op de gezamenlijke uitoefening van het ouderlijk gezag, de wet inzake bemiddeling in familie-zaken, de wet inzake de gelijkmatige huisvesting waarbij het verblijfsco-ouderschap als wettelijk uitgangspunt vooropgesteld werd, het zijn voorbeelden van wettelijke mijlpalen waarbij een fundamenteel andere « cultuur » inzake betrokkenheid van beide ouders bij de opvoeding van hun kinderen na een scheiding het daglicht zag.

Gedragen en gevolgd door een evoluerende rechtspraak brachten voornoemde wetswijzigingen een radicale ommekeer: de ouder bij wie het kind zijn hoofdverblijf heeft, wordt duidelijk gemaakt dat de band van het kind met de andere ouder niet alleen een recht is, maar ook een verplichting. Steeds meer nemen de rechters hun pedagogische rol ter zake ten volle op.

Naast al deze geschetste evoluties die zich eerder in de algemeen preventieve sfeer bevinden, verhardde anderzijds geleidelijk de houding van de hoven en rechtbanken ten opzichte van de ouder die zich onwillig opstelt en het omgangsrecht belemmert of onmogelijk maakt. Ook op dit vlak heeft de wetgever heel wat nieuwe instrumenten aangereikt, als onderdeel van de wet inzake gelijkmatige huisvesting. Enkele voorbeelden: de « blijvende aanhangigheid » voor de (jeugd)rechter, de uitdrukkelijk wettelijke mogelijkheid van een dwangsom, de gedwongen uitvoering in zeer uitzonderlijke gevallen.

Ondanks al deze kenteringen zijn er nog steeds teveel schrijnende gevallen van geleidelijk groeiende oudervervreemding, die op korte of langere termijn eindigen in totale ouderverstoting. Het hele arsenaal van preventieve ingrepen komt in de praktijk in het overgrote deel van de gevallen neer op een ingrijpen wanneer er al beduidende schendingen van omgangsrecht een feit zijn. Meestal volgt dan nog een sociaal onderzoek, waardoor maanden tijd verloren wordt, en het proces van oudervervreemding volop ingezet is en daardoor steeds hardnekkiger wordt.

C'est d'autant plus regrettable qu'il existe des instruments qui permettent de « mesurer » le respect, par chaque parent, du lien affectif qui unit l'enfant à l'autre parent et son ouverture aux contacts entre l'enfant et l'autre parent. Ces instruments revêtent la forme de questionnaires scientifiquement fondés qui peuvent s'avérer très instructifs à cet égard, dès le stade le plus précoce, à savoir au moment de la fixation du premier régime de résidence, juste après le divorce (ou la séparation de fait) des parents. En Californie, ces questionnaires sont utilisés tels quels, à tel point que les enfants sont « confiés » à celui des deux parents qui offre le plus de garanties concernant la durée et la régularité des contacts que l'enfant pourra entretenir avec l'autre parent.

La présente proposition de loi a pour objet d'inscrire cet « instrument de mesure » ou cette méthodologie dans la loi et de rendre cette formalité obligatoire pour le juge dès le début d'une procédure de divorce, en y associant un calendrier précis (procédure civile accélérée) et en la limitant aux cas où, sans motif fondé, un des parents s'oppose d'une façon ou d'une autre — explicitement ou implicitement — au principe d'un droit de visite classique.

Dès qu'il a le moindre doute à ce sujet, le juge est tenu d'ordonner la réalisation rapide d'une enquête d'attitudes.

Le contenu de l'enquête d'attitudes et la désignation des personnes habilitées à la réaliser sont réglés par arrêté royal.

Dans le jugement interlocutoire qui ordonne l'enquête d'attitudes, le juge met l'affaire en continuation à une audience fixée dans les deux mois du jugement interlocutoire. Lors de cette audience, il peut alors ordonner les mesures appropriées, en pleine connaissance de cause de l'attitude des deux parents.

*
* *

Dit is bijzonder betreurenswaardig als we weten dat er instrumenten bestaan om in hoofde van de ene ouder het respect van de affectieve band van het kind met de andere ouder en de openheid voor contacten van het kind met de andere ouder te « meten ». Het betreft wetenschappelijk onderbouwde vragenlijsten die ter zake uitsluitel kunnen verschaffen in het vroegst mogelijke stadium: bij de bepaling van de eerste verblijfsregeling, vlak na de (feitelijke) scheiding van de ouders. In Californië hanteert men deze lijsten als dusdanig. Men gaat er zelfs zover dat kinderen alleen maar « toevertrouwd » worden aan de ouder die de meeste garanties biedt voor de langste en meest regelmatige contacten met de andere ouder.

De bedoeling van dit wetsvoorstel is voornoemd « meetinstrument » of methodiek bij aanvang van een scheiding als voor de rechter verplicht automatisme in de wet in te schrijven. En dit enerzijds gekoppeld aan een strikte timing (burgerlijk snelrecht), en anderzijds beperkt tot de gevallen waar één van de ouders zich zonder gegronde reden op enigerlei wijze — uitdrukkelijk of impliciet — verzet tegen het principe van een gebruikelijk omgangsrecht.

Zelfs bij de minste aanwijzing ter zake dient de rechter een snel attitudeonderzoek te bevelen.

Het attitudeonderzoek wordt bepaald bij koninklijk besluit, zowel inzake inhoud als qua personen die daartoe gemachtigd worden.

In hetzelfde tussenvonnissen als waarbij het attitudeonderzoek bevolen wordt, stelt de rechter de zaak in voortzetting op een zitting die bepaald wordt binnen de twee maanden na datum van het tussenvonnissen. Op die zitting kan de rechter dan met kennis van zaken over de attitude van beide ouders, de gepaste maatregelen bevelen.

Guy SWENNEN.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le Code civil est inséré un article 374/1, rédigé comme suit :

« Art. 374/1. — Lorsque le tribunal est amené à se prononcer pour la première fois, après la séparation de deux parents, sur le régime de résidence de leur(s) enfant(s) et qu'il constate que, sans motif fondé, un des parents s'oppose de quelque manière que ce soit, explicitement ou implicitement, à l'exercice d'un droit de visite classique, le juge ordonne la réalisation d'une enquête d'attitudes afin de sonder la disposition de chacun des parents à respecter le lien affectif de l'enfant avec l'autre parent.

Par jugement interlocutoire, le tribunal désigne un expert qui déposera son rapport au greffe dans un délai d'un mois; par le même jugement interlocutoire, le juge fixe un régime de résidence provisoire et met la cause en continuation à une audience qui sera fixée dans les deux mois de la date du jugement interlocutoire.

Le contenu de l'enquête d'attitudes et la désignation des personnes habilitées à la réaliser sont réglés par arrêté royal. »

24 septembre 2010.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In het Burgerlijk Wetboek wordt een artikel 374/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 374/1. — Indien de rechtbank na de scheiding van twee ouders zich voor het eerst moet uitspreken over de verblijfsregeling van hun kind(eren) en vaststelt dat één van de ouders zich zonder gegronde redenen op enigerlei wijze, uitdrukkelijk of impliciet, verzet tegen een gebruikelijk omgangsrecht, beveelt de rechter een attitudeonderzoek, teneinde de wederzijdse bereidheid tot respect van de affectieve band van het kind met de andere ouder te peilen.

Bij tussenvonnis gelast de rechtbank een deskundige die zijn verslag binnen de termijn van één maand ter griffie neerlegt; bij hetzelfde tussenvonnis bepaalt de rechter een voorlopige verblijfsregeling en stelt de zaak in voortzetting op een zitting die bepaald wordt binnen de twee maanden na datum van het tussenvonnis.

De inhoud van het attitudeonderzoek en de aanwijzing van de daartoe gemachtigde personen wordt vastgelegd bij koninklijk besluit. »

24 september 2010.

Guy SWENNEN.